

# Près de la moitié des intoxications alimentaires durant les fêtes

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4504 - Dimanche 17 juin 2018 - Prix : 10 DA

Tizi-Ouzou

## Trois morts et trois blessés dans deux accidents de la route

Page 24

Système d'identification des empreintes digitales de la DGSN

## Plus de 8 000 affaires criminelles résolues en cinq ans grâce à l'AFIS

Page 3

Alors que le ministère du Commerce parle de permanences à plus de 99%

# La capitale, ville morte au 2<sup>e</sup> jour de l'Aïd El Fitr



Ph/Soraya/E.J.A.

Chaque fête de l'Aïd, le même scénario se répète. La capitale, à l'instar de toutes les grandes villes d'Algérie, était une ville morte. Commerces fermés et absence de transport...

Lire page 2

Pékin-Washington

## La guerre commerciale est déclarée

Page 3



Festival du film arabe d'Oran

## Une trentaine de films en compétition

Page 13

Alors que le ministère du Commerce parle de permanences à plus de 99%

## La capitale, ville morte au 2<sup>e</sup> jour de l'Aïd El Fitr

■ Chaque fête de l'Aïd, le même scénario se répète. La capitale, à l'instar de toutes les grandes villes d'Algérie, était une ville morte. Commerces fermés et absence de transport...

Par Meriem Benchaouia

Plusieurs quartiers de la wilaya d'Alger ont connu un déséquilibre en termes d'approvisionnement, vu que les commerçants ont assuré la permanence de manière inégale. Mais le ministère du Commerce assure que plus de 99% des commerçants réquisitionnés sur l'ensemble des wilayas du pays ont fait leur devoir. Une chose est certaine, les images désertiques qu'ont affichées les principaux quartiers des grandes villes, dénotent clairement que le nombre de marchands arrêté pour ouvrir les jours de cette fête reste insuffisant. D'où la nécessité d'augmenter leur nombre lors des prochaines fêtes. En effet, lors de la célébration de grandes fêtes religieuses, une majorité des commerçants, foulant au pied la notion de service public, décide de cesser leurs activités, plongeant carrément les citoyens dans le plus profond désarroi. Distributeurs, marchands de légumes, transport privé, etc., tout cesse de fonctionner à chaque occasion célébrée. Rues quasiment désertes, de rares automobilistes sur les routes et l'activité commerciale réduite au strict minimum. Les assurances du ministère du Commerce ont été vaines, vu que les commerçants n'ont pas assuré la permanence. Cette anarchie est devenue au fil des temps une règle de conduite pour les Algériens qui, pour la plupart, ont prolongé leur congé. Ces derniers se sont, sans aucun doute, habitués à ce



Photo: Sorajal A.

genre de morosité. En effet, les commerçants ont failli dans leur mission d'assurer le service minimum et cela malgré une mesure qui a été élaborée depuis des années par le ministre du Commerce et approuvée par les walis. «On dirait que nous sommes dans une ville fantôme. L'essentiel est que cette situation ne se prolonge pas durant toute la semaine», a indiqué un habitant rencontré hier. En ville, ce qui préoccupe le plus les habitants lors des jours fériés, c'est l'ouverture des commerces et la disponibilité des moyens de transport. A la Grande-Poste et

ses environs, l'activité commerciale était réduite au strict minimum : un boulanger-pâtisseries, un cafetier. Cependant, un tas de supérettes et de kiosques étaient ouverts dans les principaux boulevards.

### La permanence respectée à plus de 99%, selon le ministère du Commerce

A en croire le ministère du Commerce, la participation des commerçants au programme de permanence a atteint vendredi, premier jour de l'Aïd El Fitr, une

moyenne nationale de 99,95%. Par région, le taux de participation a atteint : 100% à Bechar, 100% à Blida, 99,89% à Annaba, 99,95% à Alger, 99,85% à Ouargla, 99,96% à Batna, 99,95% à Sétif, 100% à Saïda et 100% à Oran, a précisé la même source. Pour rappel, 49 893 commerçants ont été mobilisés cette année pour assurer la permanence de l'Aïd El Fitr, à l'échelle nationale, contre 35 876 commerçants en 2017, avait indiqué le ministère du Commerce dans un communiqué. Le nombre de commerçants réquisitionnés a ainsi été renforcé et revu à la hausse

de l'ordre de 39% par rapport à l'année 2017. Cela vise à assurer aux consommateurs une disponibilité fluide des produits, notamment de large consommation. La permanence concerne ainsi 5 376 boulangers, 32 819 commerçants activant dans l'alimentation générale, fruits et légumes, 11 234 commerçants dans des activités diverses, ainsi que 445 unités de production (134 laiteries, 275 minoteries et 36 unités de production d'eaux minérales). A cet effet, 2 277 agents de contrôle ont été affectés, à travers l'ensemble du territoire national, pour assurer le suivi de l'application du programme des permanences. En application des dispositions de l'article 8 de la loi 13-06 modifiant et complétant la loi 04-08 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales, les services du ministère du Commerce ont élaboré un programme visant à éviter les perturbations dans l'approvisionnement durant les fêtes légales nationales et religieuses. L'application de cette permanence avait commencé en 2012 suite à l'amendement de la loi 04-08 fixant les conditions de l'exercice des activités commerciales, par l'introduction d'une disposition obligeant les commerçants à assurer une permanence durant ces fêtes. Dans le cas de non-respect de la permanence, la loi prévoit des sanctions, dont la fermeture des locaux commerciaux pour une durée d'un mois, assortie d'une amende allant de 30 000 à 200 000 DA contre les contrevenants. M. B.

Un millier de cas enregistrés aux premiers mois de 2018

## Près de la moitié des intoxications alimentaires durant les fêtes

926 cas d'intoxication alimentaire ont été enregistrés au cours des premiers mois de 2018 et plus de 10 000 cas en 2017, a indiqué le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, relevant que 40% des cas surviennent durant les fêtes et 60% au niveau des restaurants collectifs, particulièrement les écoles et universités.

«Les intoxications alimentaires ont connu une nette augmentation au cours des dernières années, passant de 3 838 cas en 2014 à 5 191 en 2015, le même chiffre en 2016, puis plus de 10 000 cas en 2017», a fait savoir le directeur général de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, D' Djamel Fourar, prévoyant une hausse significative de ces chiffres en 2018. A ce propos, il a indiqué que ces chiffres «ne reflètent pas la réalité», d'autant que les cas enregistrés sont des intoxications collectives déclarées dont les victimes se déplacent au niveau des centres sanitaires dès l'apparition des symptômes chez deux ou trois personnes ayant

consommé le même plat durant les fêtes ou dans des restaurants collectifs des établissements éducatifs ou universitaires, relevant que de nombreux cas individuels «recourent à l'automédication et ne consultent un médecin qu'en cas de complications». Le responsable a également mis en garde contre une augmentation des intoxications durant la saison estivale, marquée par une hausse du mercure, la multiplication des fêtes et l'apparition des vendeurs ambulants sur les plages. Parmi les aliments responsables de ces intoxications, D' Fourar a cité les glaces, la viande hachée, les œufs, le lait et ses dérivés, expliquant ce phénomène par la rupture de la chaîne de froid, la propreté des ustensiles de cuisine, en plus de l'exposition des repas à l'air. A ce titre, le même responsable a affirmé que les intoxications alimentaires sont de la responsabilité de plusieurs secteurs, notamment le ministère du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie, ainsi que des associations de protection du consommateur, voire même du citoyen,

soulignant, à cette occasion, le rôle du «ministère de la Santé dans la sensibilisation autour de la prévention contre ce phénomène». La responsable du Laboratoire de bactériologie des aliments, des eaux et de l'environnement à l'Institut Pasteur d'Algérie, D' Fouzia Mouffok, a précisé que l'analyse de denrées alimentaires met en évidence certains types de bactéries qui causent les intoxications alimentaires, telles que la listeria qui a été détectée dans le fromage, affirmant que certains types de fromage sont importés en gros et que certaines unités vendent ces quantités en détail, sans respecter les règles d'hygiène en étiquetage ou en emballage. Dans ce contexte, la spécialiste a appelé les unités d'étiquetage ou de production de certaines denrées alimentaires périssables ou exposées à la prolifération des bactéries, à la nécessité de se conformer aux règles d'hygiène et de stérilisation, vu qu'il est impossible de soumettre toutes les grandes quantités produites aux analyses et au contrôle et que, dans pareils

cas, l'échantillon qui subit des analyses ne reflète jamais la situation réelle. Pour prévenir le phénomène des intoxications alimentaires, la même interlocutrice a appelé à la nécessité de mener une étude sur les denrées qu'il faut contrôler dans les différentes chaînes de production au sein de toutes les unités nationales, et ce, en vue de déterminer la chaîne qui pourrait «constituer un danger», assurant, à ce propos, que «les moyens indispensables à cette opération sont disponibles». Par ailleurs et avec l'approche de la saison estivale, le chef de service du laboratoire des bactéries anaérobies et du botulisme au sein du même institut, D' Saïda Merad a, pour sa part, mis l'accent sur la nécessité d'éviter les intoxications alimentaires qui peuvent être mortelles, à travers le respect des règles d'hygiène et de la chaîne de froid, à partir de la source jusqu'à la cuisson en passant par la conservation, et d'éviter de prendre des repas fast-food qui sont exposés aux rayons de soleil et aux bactéries.

Thininene Khouchi



Système d'identification des empreintes digitales de la DGSN

# Plus de 8 000 affaires criminelles résolues en cinq ans grâce à l'AFIS

■ Des affaires d'homicides volontaires, d'agressions, vols et viols ont été élucidées grâce aux avancées technologiques. La police judiciaire algérienne a, depuis l'introduction du système automatique d'identification des empreintes digitales (AFIS) en 2013, réussi à résoudre plus de 8 000 affaires criminelles. La technologie est l'arme efficace de la police judiciaire algérienne.

Par Louisa Ait Ramdane

Grâce à une technologie de plus en plus sophistiquée, les enquêteurs de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) ont mené des enquêtes plus efficaces qui leur ont permis de résoudre le plus grand nombre d'affaires. Il s'agit du système d'identification automatique par empreintes digitales. Ce système informatique permet de réaliser des identifications (authentifications, recherches ouvertes) basées sur les empreintes digitales. Cependant, rien n'est laissé au hasard. Se basant sur l'expertise des spécialistes en dactyloscopie, le système automatique d'identification des empreintes digitales (AFIS), déployé depuis

2013 par les services de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), s'est révélé plus qu'efficace, voire indispensable. Les experts du service central d'identification d'empreintes digitales ont traité 8 121 affaires liées à l'atteinte aux personnes et aux biens. Ils ont réussi, ajoute la même source, à identifier les mis en cause grâce au système AFIS. La même source explique que «les résultats positifs réalisés dans ce domaine sont dus aux technologies modernes utilisées par la DGSN pour lutter contre toutes les formes de crimes portant atteinte aux citoyens et aux biens». Le document révèle, entre autres, que ce système permet de répondre aux objectifs affirmés par la Sûreté nationale liés au renforcement des capacités



d'expertise, à l'identification rapide et efficace des auteurs de crimes et délits. Concernant les résultats positifs enregistrés dans ce domaine, grâce au recours à cette technique, il est signalé que 2 417 affaires liées aux faux et usage de faux ont été traitées ainsi que 2 098 affaires d'atteintes à l'économie, 1 785 affaires de vol, 1 242 affaires de trafic et commercialisation de stupéfiants, 475 affaires liées aux agressions et 104 affaires d'homicides, précise le bilan établi par la Direction générale de la

Sûreté nationale (DGSN). La même source relève que cette technique se base sur le professionnalisme et l'expertise des spécialistes en dactyloscopie de la Sûreté nationale. La police algérienne, ajoute le communiqué, ne ménage aucun effort dans la lutte contre la criminalité, mettant en avant le rôle préventif dans les différentes actions sur le terrain. La DGSN, qui salue le rôle joué par le citoyen considéré comme un maillon essentiel dans l'équation sécuritaire à travers la culture du signalement,

précise que les salles des opérations de ses services dans les wilayas demeurent mobilisées, jour et nuit, pour prendre en charge les préoccupations des citoyens à travers les numéros verts 17 et 15-48. Il est à noter que les données rendues publiques par les différents services de sécurité confirment l'ampleur inquiétante de la criminalité, notamment les affaires d'atteinte aux personnes, les coups et blessures volontaires et même les homicides.

L. A. R.

Pékin-Washington

## La guerre commerciale est déclarée

Aux hostilités de Donald Trump qui ne recule pas quant à une guerre commerciale contre la Chine et décide d'imposer 50 milliards de dollars d'importations chinoises qui subiront des droits de douane de 25%, Pékin riposte en taxant à son tour des centaines de produits américains pour un même montant.

Immédiatement après la mise à exécution américaine avant-hier de nouvelles taxes douanières de 25% sur 50 milliards de dollars d'importations chinoises, la Chine a annoncé de son côté qu'elle allait riposter à l'identique. «Nous allons immédiatement prendre des mesures en matière de droits de douane d'une ampleur équivalente», a annoncé le ministère chinois du Commerce. Il a en outre appelé les autres pays à une «action collective» contre cette conduite qualifiée de «dépassée et rétrograde».

Auparavant, Trump, moins d'un mois après que les deux pays ont annoncé une trêve dans leur conflit commercial, annonçant la mise en exécution de ses menaces, a déclaré : «Ma formidable relation avec le président Xi de Chine et la relation de notre pays avec la Chine sont importantes pour moi. Cependant, le commerce entre nos nations est très inéquitable, depuis très longtemps». «Cette situation ne peut plus durer», a estimé Donald Trump, citant les

objets de griefs : des pratiques commerciales «déloyales», en particulier l'acquisition de la propriété intellectuelle et de technologies américaines. Et il a de nouveau martelé qu'avec des centaines de milliards de dollars de déficit les Etats-Unis ne redoutaient pas une guerre commerciale perdue, selon lui, depuis bien longtemps.

### 34 milliards taxés dès le 6 juillet

Le président américain, qui a déjà imposé en mars dernier des taxes de 25% sur les importations d'acier chinois et de 10% sur celles d'aluminium, a prévenu que «les Etats-Unis imposeront de nouveaux droits de douane si la Chine engage des mesures de représailles telles que l'imposition de nouvelles taxes sur des biens américains, sur des services ou sur des produits agricoles». Parmi les importations visées par les nouvelles taxes annoncées avant-hier, figurent des biens liés au plan stratégique Chine 2025, qui doit «tirer la croissance économique de la puissance asiatique mais qui pénalise l'économie des Etats-Unis», a souligné Donald Trump. Ainsi, sur ces 50 milliards de dollars de produits, 34 milliards seront taxés à partir du 6 juillet, a précisé de son côté le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) dans un communiqué séparé. «Le second lot» de

16 milliards en valeur d'importations chinoises «sera soumis à un examen supplémentaire» qui comprendra une période de consultations et d'auditions publiques, a précisé l'USTR. Ces annonces ne sont pas une surprise puisque, fin mai, la Maison-Blanche avait annoncé qu'elle préparait toujours des mesures punitives contre la Chine, en dépit d'un «consensus» le 19 mai. Elle avait alors fixé le 15 juin comme date butoir pour annoncer ces nouvelles taxes.

Pour rappel, le 19 mai dernier les deux pays avaient annoncé un accord de principe pour réduire de manière substantielle le déficit des Etats-Unis avec la Chine.

### La Chine décide d'imposer des droits de douane supplémentaires sur 659 produits américains

La Chine a dévoilé une liste de produits américains qui feront l'objet de droits de douane supplémentaires, en réponse à l'annonce par les Etats-Unis d'imposer des taxes supplémentaires sur les importations chinoises.

Avec l'approbation du Conseil des Affaires d'Etat, la Commission des droits de douane du Conseil des Affaires d'Etat a décidé d'imposer des droits supplémentaires de 25% sur 659 types de produits américains

d'une valeur d'environ 50 milliards de dollars.

Les droits supplémentaires sur 545 types de produits d'une valeur d'environ 34 milliards de dollars, dont des produits agricoles, des véhicules et des produits aquatiques, entreront en vigueur le 6 juillet 2018, selon un communiqué publié par la commission.

La date de l'application des droits supplémentaires sur les 114 types de produits restants, dont des produits chimiques, des équipements médicaux et des produits énergétiques, sera annoncée plus tard.

La décision a été adoptée conformément aux stipulations appropriées de la loi sur le commerce extérieur de la Chine et aux réglementations sur les droits d'importation et d'exportation, ainsi qu'aux principes fondamentaux des lois internationales, indique le communiqué.

Vendredi, les Etats-Unis ont annoncé l'imposition de droits de douane supplémentaires de 25% sur les importations chinoises d'une valeur d'environ 50 milliards de dollars.

A partir du 6 juillet, ces droits supplémentaires seront perçus sur environ 34 milliards de dollars de produits chinois, tandis que les autres, 16 milliards de dollars de produits chinois, seront soumis à un examen supplémentaire qui comprendra une période de consultations et d'auditions publiques.

«Les mesures américaines violent les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en la matière, vont à l'encontre du consensus déjà atteint dans les consultations économiques et commerciales bilatérales, enfreignent sérieusement les droits et intérêts légitimes de la partie chinoise et nuisent aux intérêts de la Chine et de son peuple», indique le communiqué. «La partie chinoise s'oppose fermement à cela».

Un responsable en charge du Bureau de la Commission des droits de douane a indiqué que les droits de douane supplémentaires visant les produits chinois, une fois imposés «changeraient de manière substantielle» les conditions commerciales de ces produits, et toucheraient les producteurs concernés et les sociétés de commerce, ainsi que la production et le fonctionnement des industries en amont et en aval.

Selon lui, les mesures chinoises ont été prises en réponse aux circonstances émergentes causées par les violations des obligations internationales par les Etats-Unis. La Chine a pris note de la déclaration des Etats-Unis selon laquelle ils continueront d'imposer des droits de douane si la Chine adopte des mesures de représailles.

La Chine se réserve le droit de prendre des mesures équivalentes, selon le responsable.

Lynda Naili

Saison estivale

# Le ministère de la Santé élabore un programme sur les risques sur la santé

■ Le ministère de la Santé s'attelle à finaliser un programme de communication sur les risques éventuels sur la santé durant la saison estivale.

Par Samia N.

**S**'étalant sur la période du 20 juin au 10 septembre 2018, le programme de communication prévoit un médiaplanning et des conférences de presse, visant à sensibiliser la population sur les risques fréquents sur la santé durant chaque saison estivale, a-t-on appris auprès du ministère.

Ainsi, une première conférence de presse, programmée aujourd'hui, abordera le thème des accidents de baignade, l'alimentation, l'hygiène et la propreté dans les plages ainsi que l'exposition au soleil, précise la même source.

Les toxi-infections alimentaires collectives lors des fêtes de mariage, de célébration de réussite aux examens scolaires ou de retour du Hadj, feront,

quant à elles, l'objet d'une rencontre avec la presse le 1<sup>er</sup> juillet.

Une rencontre similaire se tiendra le 15 juillet sur le thème des toxi-infections alimentaires liées à l'hygiène alimentaire, des mains, des boissons et à la conservation alimentaire, alors que l'exposition au soleil chez les personnes âgées, les malades chroniques et les enfants sera au centre d'une conférence de presse prévue le 1<sup>er</sup> juillet, informe-t-on encore.

Le 1<sup>er</sup> août prochain, le ministère de la Santé prévoit la tenue de deux conférences de presse, l'une dédiée à la diarrhée chez l'enfant et l'autre à la conjonctivite, alors qu'un point de presse sera animé, le 12 du même mois, soit la veille de Aid El Adha, autour du thème «Un aid sans risques», à savoir les risques de kyste hydatique et les accidents domestiques.

S. N./APS



Fête dans l'ancienne ville d'Alger

## Aïd El Fitr à la Casbah, une atmosphère à part

**L**'Aïd El Fitr jouit d'une grande place au sein de la population de l'ancienne ville de La Casbah, telle une grande joie notamment avec les préparations marquées par des changements au fil des années.

Les anciens habitants de La Casbah qualifient l'Aïd El Fitr de «grand festival» à préparer tant sur le plan matériel que moral en parallèle avec le mois sacré et gardent des images ancestrales ancrées dans l'ancien tissu urbanistique, selon l'avis de ceux rencontrés par l'APS lors d'une tournée sur le terrain à La Casbah, à la veille de l'Aïd El Fitr.

C'est ainsi que La Casbah a préservé son «rythme» quotidien, même durant le mois sacré, d'autant que sa population ne se lasse pas de faire des va-et-vient en se rendant à la place des Martyrs pour faire leurs courses dans le marché de proximité ou Bab Jdid vers les hauteurs d'Alger.

Ami Lounes a expliqué ce «rythme» calme par le fait que La Casbah «ne fait plus l'objet d'activité commerciale comme c'était auparavant», ce qui pousse sa population et son entourage à se rendre à des lieux ouverts qui disposent des besoins quotidiens en produits alimentaires (pain, fruits et légumes).

Une autre résidente de La Casbah a

estimé que le «calme» qui règne dans l'ancienne cité se veut être «une opportunité pour vivre plus à l'aise loin du bruit et du brouhaha du centre de la ville moderne», soulignant que la majorité des Algérois ont l'habitude durant les dernières années de passer leurs journées ramadhanesques dans les marchés populaires de Bab El Oued et «Djamaa Lihoud».

Notre interlocutrice reconnaît que les préparations pour l'Aïd El Fitr de cette année «ne diffèrent pas des précédentes» où les familles vaquent à acheter les vêtements pour les enfants et préparer les gâteaux, sans toutefois exclure le recours de certaines dames à faire des gâteaux en dehors de leurs maisons chez des amatrices du métier ou à acheter directement auprès des locaux commerciaux.

En se faufilant dans les ruelles de La Casbah, l'odeur des herbes et kalb el louz s'exhale de tous les coins en l'absence de celle des gâteaux.

El Hadj Korchi Hocine, vice-président de la «Fondation Casbah», considère, quant à lui, que l'ambiance de La Casbah a changé «radicalement», affirmant qu'en son temps, l'atmosphère de l'Aïd El Fitr était «associée au mois de ramadhan dès son début jusqu'à la fin», et que toute la

population, hommes et femmes, «se préparent corps et âme» à cette occasion où tout un chacun contribue aux moindres détails.

Evoquant ses souvenirs, El Hadj Korchi a fait savoir que l'odeur du ramadhan était aperçue tôt, soit dès l'avènement du mois de Radjab puis Chaâbane. Les adultes aiment cette occasion en faveur de leurs enfants avec qui ils prennent part aux préparations notamment ce qu'ils appellent «Telsas» où peindre les murs externes des maisons avec la chaux ou acheter les épices auprès des magasins sis à la rue Rabah Riyah (ex-Porte Neuve), rue Bouzina ainsi qu'à la rue Bourehla.

Connues pour «leur sens de l'organisation», les femmes de La Casbah étaient «économiques par excellence» aussi bien en ce qui concerne l'alimentation que les trois sources d'énergie qu'utilisaient les ménages algériens à l'époque (les années cinquante) que sont le charbon, le bois et le gaz, nous confie El Hadj.

L'intervenant, qui a relevé «un excès» des gâteaux préparés pour l'Aïd El Fitr, précise que les femmes de La Casbah se contentaient de préparer des gâteaux secs, à l'instar de «Halwat Tabaa» ou à base de miel tels que «El Makrouf» et «Essamsa» outre «Khobz Eddar»,

«Lemsemèn», «Lekhefâf» et «El Kesra».

A la basse Casbah, les femmes font leurs achats pour préparer leurs gâteaux sans oublier les boîtes en carton et les boîtes en aluminium pour les échanger les gâteaux entre famille et voisins, une nouvelle mode qui s'est installée.

M<sup>me</sup> Dalila, qui appuie cette mode d'échange de gâteaux, estime que cela ne veut pas dire renoncer aux traditions de nos grands-mères. «De cette façon, les familles ne se sentent pas dans l'obligation de rendre l'assiette», estime sa sœur Zhour (50 ans).

Certaines maîtresses de maison restent attachées à leurs traditions et veillent à présenter des assiettes en verre, lance Hadj Korchi qui dit que «cette assiette de gâteaux, qui fait partie du décor même de l'Aïd, était couverte par une serviette de table bien nouée».

Au premier jour de l'Aïd, les ruelles se remplissent de bambins parés de leurs vêtements flamboyants. Après la prière de l'Aïd, les hommes se regroupent dans les patios pour échanger les vœux de l'Aïd.

La matinée est consacrée à la visite des cimetières pour se recueillir à la mémoire des proches avant de rendre visite à leurs proches.

Siham N.

Solidarité

## Des ministres partagent la joie de la fête avec les enfants malades

**A** l'occasion de la fête de l'Aïd El Fitr, une délégation ministérielle a rendu visite vendredi matin aux enfants malades de l'hôpital Djilali-Belkhenchir (Birtraria) à El Biar et les pensionnaires du centre des personnes sans-abri à Dely Brahim (Alger). Composée du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, de la ministre de Solidarité nationa-

le, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, outre le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh et des élus locaux, la délégation a rendu visite aux enfants malades de l'hôpital et les pensionnaires du centre des sans-abri, leur offrant des cadeaux en signe de solidarité en cette occasion religieuse.

En marge de la cérémonie qui a eu lieu au centre des sans-abri de Dely Brahim, Noureddine Bedoui a appelé le peuple algérien à profiter de cette occasion religieuse «pour favoriser les valeurs de la solidarité, de la paix et de la sérénité consacrées par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika», «dans le but de relever tous les défis». A cette occasion, le ministre de l'Intérieur a salué «l'ensemble des

corps sécuritaires qui veillent sur la protection des frontières et la sécurité du pays et à garantir la quiétude du citoyen à travers le territoire national, dont les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale et de la Protection civile», mettant en avant «l'élan de solidarité» des citoyens ayant accompagné les différentes franges nécessaires durant le mois sacré et

l'Aïd El Fitr. Pour sa part, M<sup>me</sup> Eddalia a précisé que cette visite «s'inscrit dans le cadre de l'action de solidarité initiée par le gouvernement», soulignant que «c'est un message fort, illustrant la solidarité du gouvernement avec toutes les franges de la société». Elle a également appelé à «la consolidation des valeurs de la solidarité et de la cohésion sociale».

Amine N.



Pour réduire les déficits publics

# L'Egypte augmente les prix des carburants

■ Une hausse immédiate des prix des carburants, pouvant atteindre plus de 50%, a été annoncée hier par les autorités égyptiennes, dans le cadre des réformes préconisées par le Fonds monétaire international (FMI) pour réduire les déficits publics.

Par Faiza O.

Prévue et redoutée depuis plusieurs semaines, cette augmentation a été annoncée par le ministre du Pétrole Tarek El-Molla, cité par la presse d'Etat, au lendemain de l'aïd el-Fitr. Elle s'inscrit dans le cadre d'un vaste plan de réformes visant à alléger la dette de l'Egypte, en réduisant notamment les subventions étatiques. Pays de plus de 97 millions d'habitants, l'Egypte est plongée dans la crise depuis la révolution de janvier 2011. L'augmentation du litre d'essence sans plomb 92, le plus utilisé, atteint 35% (soit l'équivalent de 32 centimes d'euros) et celui du diesel de plus de 50% (26 centimes d'euros), selon les chiffres communiqués par le journal gouvernemental *Al-Akhar*. Le prix des bouteilles de gaz a aussi augmenté, dans des proportions non précisées. Cette hausse annoncée en pléines célébrations de la fin du ramadan est destinée à «corriger le système des subventions aux produits pétroliers et ajuster les distorsions des prix», a commenté M. El-Molla, cité par le journal d'Etat *Al-Akhar*. Selon le ministre, ce système a coûté 517 milliards de livres égyptiennes (environ 25 milliards d'euros) au



cours des cinq dernières années, sans «bénéficier à ceux qui le méritent». Le gouvernement craint une mobilisation sociale face à l'inflation qui sévit depuis novembre 2016 et la conclusion d'un accord de prêt de 12 milliards de dollars avec le FMI. Dans ce cadre, l'Egypte s'est engagée sur un train de réformes

inédit, incluant un flottement de sa devise, qui a depuis perdu la moitié de sa valeur par rapport au dollar et à l'euro. De nombreux experts mettent en garde contre une politique trop brutale pesant essentiellement sur les classes moyennes. Des coupes dans les subventions de l'électricité, qui devraient provoquer une

hausse des prix de 26,6% en moyenne à partir du 1<sup>er</sup> juillet, ont également été annoncées lors de la semaine écoulée. Le gouvernement a aussi appliqué au début du mois une hausse, dans certains cas supérieure à 45%, du prix de l'eau potable. Le mois dernier, le gouvernement avait mis en œuvre une hausse des

prix des tickets de métro. Les quelques manifestations provoquées par cette annonce avaient rapidement été contenues par les autorités. Le président Abdel Fattah al-Sissi, officiellement entré dans son second mandat, a fait de l'économie son principal cheval de bataille, au côté de la lutte antiterroriste. F. O.

Lestés par les tensions entre Washington et Pékin

## Les cours du pétrole ont baissé

Les cours du pétrole ont nettement reculé lestés d'une nouvelle fois par l'escalade des tensions commerciales entre Washington et Pékin. «Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août a fini à 73,44 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 2,50 dollars par rapport à la clôture de jeudi», ont rapporté les agences de presse. «Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de light sweet crude (WTI) pour le contrat de juillet a abandonné 1,83 dollar à 65,06 dollars», selon les mêmes sources qui disent que «les courtiers craignent des effets négatifs sur la demande mondiale de brut». Donald Trump a mis vendredi ses menaces à exécution en annonçant qu'il imposait de nouveaux droits de douane de 25% sur 50 milliards de dollars d'importations chinoises. Pékin, par l'intermédiaire du ministère du Commerce, a annoncé qu'il imposerait aux Etats-Unis des droits de douane «identiques» à ceux qu'ils ont décidé de lui infliger. «Plus que tout autre raison, les craintes de guerre commerciale et ses potentielles conséquences sur la demande mondiale en pétrole ont pesé sur les indices», a affirmé Phil Flynn de Price Futures Group relayé par la presse. La chute observée vendredi est venue s'ajouter à un

autre sujet facteur de baisse des cours : l'annonce probable d'une augmentation de la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses dix partenaires, dont la Russie, à l'occasion d'une réunion qui se tient les 22 et 23 juin à Vienne. Ces Etats sont engagés depuis début 2017 et théoriquement jusqu'à la fin de

l'année dans un accord qui leur impose des quotas de production dans le but de faire remonter les prix. L'Arabie saoudite et la Russie ont récemment fait part de leur souhait de desserrer un peu l'étoupe de cet accord, alors que d'autres pays comme l'Iran et le Venezuela, pas en mesure d'augmenter leur production, s'opposent déjà à une hausse

des quotas. Alors que les nouvelles à l'échelle internationale influencent davantage le cours du pétrole coté à Londres, référence mondiale du brut, le pétrole coté à New York a été un peu plus épargné grâce au recul d'une ampleur inattendue des stocks américains de brut, dévoilé mercredi dans un rapport hebdomadaire de l'Agence américai-

ne d'information sur l'énergie (EIA). Publié chaque vendredi par la société américaine Baker Hughes, le nombre de puits de pétrole actifs aux Etats-Unis, un indicateur avancé de la production dans le pays, a quant à lui progressé d'un puits, soit un chiffre plutôt neutre pour le marché.

Assia D./APS

Boosté par les taux d'intérêt de la BCE

## L'euro remonte face au dollar

L'euro remontait vendredi face au dollar, après avoir touché un plus bas depuis juillet dernier, au lendemain d'une forte chute due à la volonté de la Banque centrale européenne (BCE) de laisser ses taux d'intérêt inchangés jusqu'à l'été 2019. La monnaie unique européenne valait 1,1592 dollar contre 1,1568 dollar jeudi soir et 1,1791 dollar mercredi soir. L'euro a même touché 1,1543 dollar, son plus bas niveau depuis juillet dernier. La devise européenne remontait un peu face à la monnaie japonaise à 128,12 yens, contre 127,98 yens jeudi soir. Le dollar baissait légèrement face à la devise japonaise à 110,51 yens contre 110,63 la veille au soir. La BCE a indiqué jeudi qu'elle allait réduire le montant mensuel de son programme de rachat d'actifs à 15 mil-

liards d'euros par mois à partir d'octobre, contre 30 milliards actuellement, avant de l'arrêter en décembre. «Cette décision était plus ou moins attendue par les investisseurs», ont relevé les analystes. «En revanche, la BCE a pris tout le monde de court en annonçant qu'elle maintiendrait ses taux inchangés "au moins jusqu'à l'été 2019 et, en tout cas, aussi longtemps que nécessaire"», ont-ils poursuivi pour expliquer le plongeon de la veille. Cette annonce a été accompagnée par une révision à la baisse des prévisions de croissance économique de l'institution pour la zone euro, la BCE prévoyant désormais une croissance du PIB de 2,1% cette année – contre 2,4% en mars – avant de ralentir à 1,9% l'an prochain et à 1,7% en 2020. Mercredi, la Banque centrale américaine (Fed) avait ainsi

annoncé le relèvement de son taux directeur pour la deuxième fois de l'année, une décision qui était largement anticipée par les marchés. Deux autres resserrements pourraient avoir lieu d'ici à la fin de l'année pour éviter la surchauffe de l'économie américaine. Dans le cadre de son bras de fer commercial avec Pékin, l'administration Trump devrait dévoiler vendredi une liste définitive des marchandises chinoises susceptibles d'être frappées de droits de douane punitifs. Le président, dans sa guerre contre le déficit commercial avec la Chine, a plusieurs fois sous-entendu sa préférence pour un dollar faible. Les préoccupations du marché liées aux nouveaux droits de douane imposés par les Etats-Unis au Canada et à l'UE demeurent. Jeudi, les 28 Etats membres de l'Union européenne

ont validé «à l'unanimité» les mesures de rétorsion contre certains produits américains, comme les jeans, le bourbon ou les motos, en réponse aux taxes imposées par Washington sur l'acier et l'aluminium. Sur le front des indicateurs, la progression du taux d'inflation annuel de la zone euro à 1,9% en mai, contre 1,3% en avril, a été confirmée. L'inflation sous-jacente (hors produits particulièrement volatils, comme l'énergie) n'a progressé que de 1,1%. L'once d'or valait 1 300,23 dollars, contre 1 302,18 dollars jeudi. La monnaie chinoise s'échangeait à 6,4202 yuans pour un dollar, contre 6,4017 yuans jeudi. Le bitcoin valait 6 589,39 dollars, contre 6 658,778 dollars la veille, selon des chiffres compilés par Bloomberg.

R. E.

## Grande Mosquée d'Alger

## Un calendrier mis en place pour la réception du projet

■ L'Agence nationale de réalisation et de gestion de la Grande Mosquée d'Alger (Anargema) a mis en place un calendrier portant sur les délais prévus pour la réception des différentes sections du projet dont les travaux ont atteint un taux de 64% fin mai dernier, selon un document dont l'APS a reçu une copie.

Par Hasna B.

Le projet sera réceptionné définitivement le 31 décembre 2018 après le parachèvement des travaux d'aménagement extérieur, du minaret, des logements de fonction et le siège de l'administration générale, précise la même source. Ce calendrier a été élaboré sur instruction du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, lors de ses visites d'inspection au projet où il a insisté sur la nécessité d'aplanir toutes les difficultés afin de parachever les travaux dans les délais fixés, ajoute le document. Le document a fait état d'un taux d'avancement de 65% pour le parking, 64% pour le minaret et 58% pour la bibliothèque.

Quant aux sections qui connaissent un faible taux d'avancement, le document a cité le centre technique, le siège de la Protection civile, de sécurité et l'aménagement extérieur pour les piétons dont les travaux sont estimés entre 25 et 37%. A rappeler que près de 3 300 ouvriers, toutes spécialités confondues, contribuent à la réalisation de ce projet 24h/24h.

S'étendant sur une superficie avoisinant les 27,75 hectares, Djamaa El Djazaïr est la troisième plus grande mosquée après celles de La Mecque (Masjid El-Haram) et de Médine (Arabie saoudite). La première pierre de ce projet d'envergure a été posée par le président Bouteflika le 31 octobre 2011 et sa livraison est prévue pour fin 2018.

H. B./APS



## Formation appliquée à Ouargla

## La culture des plantes aquatiques, thème d'une prochaine journée

La culture des plantes aquatiques sera au centre d'une journée de formation appliquée prévue le 23 juin prochain à Ouargla, a-t-on appris des organisateurs.

Cette journée de formation appliquée, qu'abritera la Ferme de démonstration et de production de semences (FDSP) située dans la commune de Hassi-Benabdallah (Est de Ouargla), a pour objectif d'acquérir un savoir-faire dans la culture des plantes aquatiques, particulièrement la lentille d'eau et l'Azolla, utilisées souvent dans l'alimentation des animaux et comme engrais vert, a-t-on précisé.

Le programme de cette journée de formation, dont l'encadrement sera assuré par des agronomes spécialisés, s'articulera autour de

divers sujets en rapport avec la préparation du milieu adapté à la culture de la lentille d'eau et l'Azolla, ainsi que les connaissances scientifiques et les conditions nécessaires pour la réussite de ce genre de cultures à généraliser dans la région, a-t-on précisé.

La FDSP de Hassi-Benabdallah a pour principale mission la prise en charge des différents programmes de développement agricole initiés par l'Etat dans les zones sahariennes, notamment ceux liés aux cultures stratégiques telles que la phœniciculture, la céréaliculture, le maraîchage, l'arboriculture et l'apiculture.

L'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne (ITDAS), dont le siège est situé à Biskra englobe quatre

autres FDSP implantés sur le territoire des régions de Ain Ben Naoui (Biskra) pour les Ziban, El-Arfiane (El-Oued) pour l'Oued-Righ et Oued Souf, S'baâ (Adrar) pour le Touat, Gourara et Tamanrasset, Abadla (Béchar) pour la Saoura et Tindouf, et Hassi Benabdallah pour la vallée de Ouargla, a-t-on fait savoir.

Ciblant les agriculteurs, les étudiants et les gens désireux d'investir dans le domaine de l'économie verte, cette journée de formation appliquée sur la culture des plantes aquatiques sera organisée conjointement par la FDSP, l'association d'apiculture et d'aquaculture de la wilaya de Ouargla et la Chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture.

Hani Y.

## Aïd El Fitr à Constantine

## Les enfants, parés de leurs plus beaux habits, apportent une touche de gaieté

En ce premier jour de l'Aïd El Fitr, après un mois de jeûne et d'abstinence, la fête est accueillie à Constantine dans une ambiance de convivialité, de fraternité et de solidarité.

Si les principales artères de l'antique Cirta offrent un décor pour ainsi dire fantomatique, en ce début d'après-midi, les commerces étant restés fermés, les enfants, tirés à quatre épingle et parés de leurs plus beaux habits sont parvenus à apporter une touche de gaieté et de bonheur dont eux seuls détiennent le secret. Rencontrés dans les

ruelles du centre-ville, à Sidi Mabrouk ou d'autres quartiers de la cité, souvent accompagnés par des adultes, les bambins ont «accaparé» les lieux sans partage et donnent de belles couleurs aux cités.

Au jardin «Bennacer» au cœur de Constantine, ou juste en face, à la placette Ahmed Bey, plus connue sous le nom de Dounia Taraïf, destinations privilégiées pour prendre de souvenir de l'Aïd, les enfants, spontanément, allégresse et joie «ressuscitent» le métier du photographe, éclipsé par les nou-

velles technologies, les smartphones et autres supports high tech.

Ici les photographes, à l'ancienne, appareil photo accroché au cou, réapparaissent et font le bonheur des tout-petits, les stars de la journée, qui n'hésitent pas à se faire prendre en photo, entourés d'un beau bouquet de fleurs, entre des grosses peluches, sur un vélo, ou encore avec des ballons, offrant aux objectifs des professionnels leurs plus beaux sourires.

Pour lyad, Joumana, Yasser ou Louai, des enfants de trois,

quatre, cinq, huit et dix ans, la photo souvenir de l'Aïd au jardin Bennacer est «le must de la journée».

Toute joyeuse, belle à croquer dans sa tenue de «petite demoiselle», Joumana, âgée de 8 ans, lance : «La photo souvenir en papier devant le jet d'eau aux couleurs d'arc en ciel de Dounia Taraïf est magnifique».

Et d'ajouter toute fière : «Mon grand-père ira chercher nos photos demain chez le photographe».

Perpétuant la tradition et les coutumes léguées par leurs

aïeux, l'Aïd El Fitr à Constantine, à l'instar d'autres wilayas, est également l'occasion pour les adultes de faire bombance et de se réunir en famille autour de grandes préparations culinaires, et de s'échanger les gâteaux préparés à cette occasion.

«La journée offre des moments de pur bonheur», affirme Djamel Tadjine, 36 ans, ingénieur dans une entreprise pétrolière dans le Sud algérien, rentré spécialement pour la célébration de l'Aïd. «C'est surtout une belle opportunité pour se réconcilier avec les autres et laisser définitivement de côté les querelles du passé. C'est un jour de fraternité, de pardon et de réconciliation».

Pour Tarek, un jeune de 20 ans, apostrophé au centre-ville, «l'Aïd El-fitr prévaut non seulement les préceptes et les enseignements de l'Islam mais offre aussi une occasion pour la purification de l'âme, l'entraide et la réconciliation».

Après un dur mois de jeûne et de pénitence, les Constantinois entendent bien profiter de ces deux jours de fête, de ces moments de convivialité et de retrouvailles, avant de renouer dimanche avec leur routine quotidienne.

Hania T.

## SMA de la wilaya d'Alger

## Célébration de l'Aïd el Fitr avec des personnes âgées et des enfants malades

Le commissariat des Scouts musulmans algériens (SMA) de la wilaya d'Alger a organisé vendredi, premier jour de l'Aïd, une visite aux enfants malades au niveau du CHU Mustapha-Pacha et aux personnes âgées du centre de Sidi Moussa, où des cadeaux symboliques leur ont été offerts afin de leur permettre de partager un moment de bonheur et ce, dans le cadre de la stratégie de solidarité adoptée par le Commandant général des SMA. La célébration du premier jour de l'Aïd El Fitr au service pédiatrie du CHU Mustapha-Pacha a été marquée par une ambiance festive très particulière, créée par les jeunes scouts relevant du Commissariat

des SMA de la wilaya d'Alger. La même ambiance de fête a été relevée au niveau du centre de personnes âgées à Sidi Moussa, qui abrite 101 pensionnaires répartis entre hommes et femmes, lesquels viennent de différentes wilayas d'Algérie. Des cadeaux symboliques ont été également attribués au profit de cette frange de la société qui a apprécié l'initiative. Dans une déclaration à l'APS, le Commissaire des SMA de la wilaya d'Alger, Rachid Boudina, a souligné, à cette occasion, que ces visites de solidarité s'inscrivaient dans le «cadre des initiatives de concrétisation des valeurs de solidarité dans la société algérienne et de la contribution

des SMA dans l'action citoyenne». D'autres actions caritatives ont été organisées, ayant impliqué 91 groupes de scouts, au niveau des différents services de pédiatrie au sein des hôpitaux, des centres pour personnes âgées et d'enfance et ce, dans le cadre de la stratégie du Commandement général des SMA et la solidarité avec ces catégories de la population, a-t-il ajouté. Outre ces activités plurielles, les groupes SMA ont effectué hier (2<sup>e</sup> jour de l'Aïd el Fitr) des visites similaires à d'autres centres pour personnes âgées dont celui de Bab Ezzouar, selon la même source.

May G.



Des mesures augurant d'une bonne saison estivale

# Près de 550 plongeurs mobilisés à Tipasa

■ Près de 550 plongeurs ont été mobilisés par les services de Protection civile de Tipasa, au titre des mesures «palpables» entreprises par ce corps, en perspective d'une «bonne saison estivale 2018».



Par Selma N.

«**A**u moins 420 plongeurs saisonniers, et 120 plongeurs professionnels ont été mobilisés, pour cet été 2018, dans le but d'assurer le bien-être des estivants», a indiqué à l'APS le chargé de la communication auprès de la Protection civile de la wilaya, le lieutenant Mohamed Michalikh.

Cette ressource humaine est soutenue par 14 zodiacs, une dizaine d'embarcations semi-rigides et des ambulances, a-t-il déclaré.

Abordant le bilan de la saison dernière, le lieutenant Michalikh a fait part du sauvetage, par les éléments de ce corps, de 982 personnes d'une mort certaine, au moment où 1 800 autres ont été assistés sur place (les plages) et 455 ont été transférées vers des hôpitaux de la wilaya.

Il a fait cas d'un recul du

nombre de décès dus à des noyades durant l'été 2017, soit seulement cinq contre une dizaine durant l'été 2016, sachant que près de 5,6 millions d'estivants ont été enregistrés sur les plages de la wilaya durant l'année passée.

## Le nombre de plages en baisse et près de 278 millions DA affectés au bien-être des estivants

Le nombre de plages autorisées à la baignade, à Tipasa a reculé à 40 cette année, contre 42 l'année dernière, et ce, suite à la décision prise par la commission de wilaya chargée de la désignation des plages autorisées à la baignade ou non, d'interdire la baignade au niveau des plages Hamada 1 et 2 de l'Est de Cherchell, le site étant destiné à l'implantation du mégaprojet du Port commercial du Centre.

La plage du complexe du villa-

ge touristique de Tipasa est, également, interdite de baignade pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, suite au retard accusé dans les travaux de réhabilitation de ce complexe, en dépit des recommandations pressantes du ministre du secteur, lors de sa dernière visite dans la wilaya, «de remédier au dit retard pour ne pas perdre une autre saison estivale».

Il n'en demeure pas moins que la wilaya de Tipasa reste une destination touristique de choix, grâce à ses belles plages, parsemant une côte de 120 km de long.

Sur ce total de plages autorisées à la baignade, neuf parmi elles, réputées pour leur importante fréquentation, ont été affectées d'une enveloppe de 230 millions de DA, destinée à leur aménagement, l'ouverture d'accès vers elles et leur équipement en différentes commodités nécessaires au bien-être des estivants, a indiqué à l'APS le chargé de la communication auprès des services de la wilaya, Mohamed

Badjou.

Une autre dotation de 48 millions de dinars a été affectée à l'acquisition de chalets équipés, dont 35 sanitaires, et 35 autres destinés à servir de points de contrôle pour les éléments de la Protection civile, a-t-il précisé.

## Des mesures pour assurer la gratuité de l'accès aux plages

Des mesures ont été initiées, par la wilaya de Tipasa, pour garantir la gratuité de l'accès aux plages de la région, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté de wilaya, considérés comme la «force de frappe» des autorités publiques dans la lutte contre le squat des plages par certains énergumènes qui exigent de l'argent aux estivants en contrepartie de leur accès aux plages et aux parkings à leur niveau.

Selon Mohamed Badjou, les réunions de coordination organisées avec les membres de la commission sécuritaire de la wilaya, en perspective de la saison estivale, ont donné lieu à la prise de la décision d'engager une «lutte ferme contre ce phénomène, à travers l'application rigoureuse de la loi contre toute personne voulant porter atteinte aux plages ou troubler la quiétude des estivants».

Il a également fait part du renouvellement, pour la 2<sup>e</sup> année consécutive, du permis d'exploitation de trois grandes plages de la wilaya, au profit de l'Agence nationale d'édition et de publicité (Anep), suite au «succès» de cette expérience, durant la saison écoulée, est-il signalé.

Les plages concernées, pour cet été 2018, sont celles des colonels Haouass et Abbas, à Douaouda (extrême Est de

plages, réputées être parmi les meilleures de la wilaya, et leur restituer leur lustre d'antan.

Le responsable a cité parmi les autres mesures prises pour assurer une bonne saison estivale, la désignation de 13 administrateurs, repartis sur les plages de la wilaya, en vue du contrôle et suivi de la disponibilité de tous les moyens nécessités au bien-être des estivants au niveau des communes côtières, tout en veillant à la gratuité de l'accès aux plages.

## Valorisation des biens de l'Etat : une autre carte à jouer

Au titre de la démarche consentie dans l'objectif de valorisation des biens de l'Etat et des collectivités locales, la wilaya de Tipasa a récupéré nombre de camps de vacances, restés à l'abandon dans un passé récent, ou loués à des particuliers pour des sommes modiques ne dépassant pas le million de dinars.

En l'occurrence, il s'agit de trois camps de vacances abrités par la plage Chenoua de la commune de Tipasa, dont les contrats de location ont été annulés sur décision de l'Etat, en vue de les accorder en location aux commissions des œuvres sociales, suite au report de l'avis d'adjudication annoncé par la commune de Tipasa, a souligné le même responsable.

La décision d'annulation des contrats de location relatifs à ces camps, avec la prescription d'un nouveau cahier des charges, avait soulevé une grande polémique à l'époque, sachant que la décision n'a pas seulement englobé les camps de la commune de Tipasa, mais ceux de toutes les plages de la wilaya.

Un autre camp de vacances, d'une capacité d'accueil de 750 lits, a été récupéré au niveau de la plage «El Belj», au même titre qu'un autre camp (500 lits) à Damous, en vue de les accorder en location à des opérateurs privés, à des prix «respectables» et selon un nouveau cahier des charges élaboré expressément pour ce faire.

S. N.

## El Bayadh

# Une production de plus de 336 000 qx de pomme de terre de saison prévue

Une production de plus de 336 000 quintaux de pomme de terre de saison est attendue dans la wilaya d'El Bayadh, lors de la campagne de cueillette qui sera lancée au mois de juillet prochain, a-t-on appris jeudi de la Direction des services agricoles (DSA).

Les responsables du bureau organisation de la production à la DSA ont souligné que la production prévue dépassera de 41 000 qx celle de la saison écoulée, sur une superficie de 1 122 hectares.

Ainsi, 470 ha de la surface cultivée est réservée à la production de semences de pomme de terre comme première expérience d'un investisseur privé au niveau de la région de Brizina, au sud-est de la wilaya.

La Direction des services agricoles prévoit atteindre un

rendement de pomme de terre de 300 qx/ha.

A rappeler que la production de pomme de terre de saison a

atteint, en 2017 dans la wilaya, 295 000 quintaux sur une superficie de 895 hectares.

Amina D.

Tipasa) et Chenoua, d'une longueur de plus de 3 km chacune. Un grand espoir est fondé sur l'Anem en vue d'animer ces

## Ouargla

# Large affluence des jeunes au Centre des loisirs et des sciences

Les activités culturelles, récréatives et sportives initiées par le Centre des loisirs et des sciences (CLS) de Ouargla drainent de nombreux jeunes qui viennent meubler leur temps libre.

Implantés au niveau de la cité En-Nasr (flanc Ouest de la ville d'Ouargla), cette structure juvénile constitue une destination de prédilection pour les jeunes qui viennent tirer profit des activités et prestations culturelles et sportives offertes par cet établissement.

Au volet sportif, une ambiance festive s'y crée en soirée à travers des parties de football mettant chaque soir deux équipes en lice dans un tournoi regroupant 16 équipes totalisant 150 jeunes, en plus de parties de

boules, sous le regard d'un large public, a indiqué le directeur du centre, Youcef Boulif.

Les activités d'exhibition sportive et d'arts martiaux sont suivies attentivement par les enfants et les jeunes, en plus d'autres activités ludiques de billard, baby-foot et du Club du téléspectateur sportif qui projette des matchs de football.

Ouvert en 2010, le Centre des loisirs et des sciences, qui recense au titre de la saison 2017/2018 plus de 800 adhérents (filles et garçons), constitue un plus pour la région, susceptible de contribuer à l'animation de la scène culturelle et de loisirs à la satisfaction de la population grandissante de la cité Ennasr, et ce, en l'absence aussi

de structures récréatives dans la région, notamment en période de fortes chaleurs.

Les adhérents poursuivent au niveau de cette structure des activités leur permettant de forger leur potentiel cognitif, de les prémunir des fléaux sociaux et d'ancrer chez eux l'esprit de citoyenneté.

De nombreuses structures juvéniles de la wilaya de Ouargla s'impliquent, tout au long de la période estivale, dans ce type d'activités d'animation à même de meubler la scène culturelle locale. La wilaya de Ouargla dispose de 55 structures juvéniles implantées à travers son territoire, dont 25 maisons de jeunes, 14 centres culturels, deux médiathèques et autres structures.

R. R.



Sahara occidental/ Accord UE-Maroc

# L'eurodéputé Marcellesi accuse la Commission de «nuire gravement» à la crédibilité de l'UE

■ Le député européen Florent Marcellesi a accusé la Commission européenne de «nuire gravement à la crédibilité» de l'Union européenne (UE), après l'adoption, lundi, de l'accord passé entre l'UE et le Maroc, sous forme d'échange de lettres, sur la modification des Protocoles n° 1 et n° 4 à leur accord d'association pour inclure le Sahara occidental.

Par Sara H.

«**L**a Commission européenne est incohérente et, encore une fois, nuit gravement à la crédibilité de l'Union européenne», a-t-il déclaré à l'APS après l'adoption de la proposition de la Commission. Selon cet eurodéputé, la proposition présentée par la Commission rend celle-ci «complice de l'occupation illégale du Sahara occidental» et «va à l'encontre des efforts de l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies, Horst Kohler». Il a appelé, à ce titre, le Conseil et le Parlement européens à «rejeter cet accord et à exiger que la Commission européenne respecte une fois pour toutes la justice européenne». Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion du collège des commissaires, l'exécutif européen a indiqué avoir adopté deux propositions relatives à un accord sous forme d'échange de lettres passé entre le l'UE et le Maroc. La proposition apporte des modifications au protocole n° 4 et au protocole n° 1 de l'accord d'association UE-Maroc et prévoit l'octroi de préférences aux produits du Sahara occidental. Dans cette proposition, les services de la Commission européenne et le Service européen d'action extérieure soutiennent avoir mené «un large exercice de consultation» des populations du Sahara occidental. Ils soutiennent également que les consultations ont fait apparaître «une opinion majoritairement favorable» à la modification de l'accord de libéralisation en vue d'en étendre les préférences tarifaires aux produits du Sahara occidental. L'eurodéputé Marcellesi a jugé, dans ce contexte, «totalement incohérente» l'approche de la Commission européenne qui ne reconnaît pas la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, mais en même temps prend en compte la représentativité des autorités marocaines sur ce territoire en allant consulter des organisations pro-gouvernement. Il a

regretté, dans ce contexte, l'attitude de la Commission qui a préféré ignorer la décision de la CJUE, exigeant l'obtention du consentement du peuple du Sahara occidental pour tout accord visant à inclure ce territoire. Ce député européen a déploré également son choix de ne pas prendre en compte le «rejet catégorique» du processus de consultation par le Front Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui, et par la société civile sahraouie. La Cour européenne de justice (CJUE) a rendu le 21 décembre 2016 une décision selon laquelle les accords d'association et de libéralisation UE-Maroc ne sont pas applicables au Sahara occidental, soulignant le statut «séparé» et «distinct» de ce territoire, classé depuis 1963 sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU. Dans son arrêt, la CJUE a souligné qu'aucun accord ne peut s'appliquer à ce territoire sauf si, le Peuple du Sahara occidental y consent. Florent Marcellesi s'est engagé, par ailleurs, à introduire auprès de la CJUE une demande d'avis sur la compatibilité de la proposition de la Commission aux dernières décisions de cette Cour qui a exclu le Sahara occidental du champ d'application des accords UE-Maroc.

## Le groupe d'étude à l'Assemblée française fixe le calendrier des auditions

Le groupe d'étude sur le Sahara occidental à l'Assemblée nationale française, présidé par le député Jean-Paul Lecoq, a fixé le calendrier des auditions, a-t-on appris jeudi auprès du député. En premier lieu, pour permettre d'«échanger sur ce sujet en toute liberté», le représentant du Front Polisario en France, Oubbi Bouchraya, sera auditionné pour répondre aux questions des membres du groupe d'étude qui souhaitent également entendre la position marocaine en auditionnant un représentant du Maroc. Dans un troisième temps, le groupe d'étude devra entendre le Quai



d'Orsay pour connaître la position officielle de la France sur ce sujet, a indiqué le député de la Seine-Maritime, qui est membre de la commission de Affaires étrangères de l'Assemblée française, lors de son intervention devant les membres du groupe d'étude. Il a précisé, dans ce contexte, que ce sont les grandes dynamiques actuelles du Sahara occidental qui dirigeront notre planning de rencontres du groupe d'étude, citant notamment le respect des droits de l'homme et la question des prisonniers politiques, l'exploitation des ressources du Sahara occidental par le Maroc et le rôle des puissances extérieures au conflit : la France, l'Union européenne, l'Union africaine. Au cours de son introduction, Jean-Paul Lecoq a indiqué que le groupe d'étude va permettre de continuer à travailler entre parlementaires à «mieux faire connaître ce conflit qui n'en finit plus, et qui, comme tous les conflits transporte son lot d'horreurs, de violation du droit, d'injustice et d'incompréhension», faisant savoir aux membres du groupe que le cessez-le-feu de 1991, signé par le Maroc, en sa qualité de puissance occupante, et le Front Polisario, représentant du peuple du Sahara occidental, a demandé au Maroc

d'organiser un référendum d'autodétermination, ce que le peuple sahraoui attend encore. «Plusieurs fois réclamé par l'ONU, ce référendum n'arrive pas, et la situation est enlisée depuis. Mais depuis quelques années, la lutte pour l'autodétermination du Sahara occidental avance, notamment au niveau juridique où la Cour de justice de l'Union européenne, dans le cadre d'un jugement sur les limites territoriales applicable à un accord douanier entre le Maroc et l'UE a affirmé deux fois que le Sahara occidental n'appartenait pas au Maroc», a-t-il rappelé, soulignant que ce conflit a entraîné de nombreuses arrestations de militants pro-sahraouis. «Beaucoup de prisonniers politiques sahraouis sont enfermés au Maroc dans des conditions très difficiles. L'un d'entre eux a même été reconnu par le comité contre la torture de l'ONU comme ayant été torturé lors de son arrestation», a-t-il dit, faisant allusion au militant sahraoui Naâma Asfari. «Les choses sont très difficiles à vivre mais l'espoir d'un référendum d'autodétermination continue à mobiliser les militants sahraouis», a-t-il ajouté. Par ailleurs, Jean-Paul Lecoq organise le 22 juin prochain, à l'Assemblée française, la première réunion du Réseau

international des parlementaires en faveur de l'autodétermination du Sahara occidental. Le réseau, rappelle-t-on, est une plateforme dont le principe a été acté lors de la réunion à l'Assemblée nationale française, le 20 octobre dernier, et de la 42<sup>e</sup> Conférence européenne de coordination du soutien au peuple sahraoui (Eucoco), tenue à Vitry-sur-Seine près de Paris. Le réseau vise à établir des liens entre les différents pays pour échanger des informations, intensifier le travail parlementaire au sein des différents continents et valoriser les actions de diplomatie parlementaire en soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui. S. H./APS

## Libye Frappe américaine contre l'Aqmi dans l'ouest

LES ETATS-UNIS ont annoncé avoir mené une frappe aérienne contre Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) dans l'ouest de la Libye, tuant «un terroriste». Cette opération, menée à environ 80 km au sud-est de Bani Walid en coordination avec le gouvernement libyen d'union nationale (GNA), était destinée à «perturber les opérations des terroristes et à les empêcher d'agir», a indiqué dans un communiqué le commandement militaire américain pour l'Afrique (Africom). «L'Africom est encore en train d'évaluer le résultat de cette frappe», ajoute le communiqué. Comme c'est le cas en Somalie, le Pentagone a toute autorité pour mener des frappes aériennes en Libye, dans la mesure où il opère en coopération avec les gouvernements concernés. R. M.

Tunisie

## 35 tentatives de fraude au premier jour des épreuves du baccalauréat

Le ministre tunisien de l'Education, Hatem Ben Salem, a fait savoir que «35 tentatives de fraude ont été signalées au premier jour des épreuves de la session principale du baccalauréat sur l'ensemble du pays». «Quelque 140 000 professeurs, surveillants et agents administratifs sont mobilisés pour assurer le bon déroulement des épreuves et il n'y a aucune raison de mettre en doute leur

intégrité et leur honnêteté», a-t-il souligné, dans une déclaration aux médias, en marge de la signature d'une convention de partenariat pour le financement d'un projet de promotion de la qualité de l'enseignement au siège du ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale. Le ministre a, en outre, signalé que les mesures prises pour interdire tout équi-

pement ou matériel électronique dans les centres d'examen ont été assurées avec succès dans l'ensemble du pays, louant les efforts des parents qui ont sensibilisé leurs enfants à l'importance de boycotter toute forme de fraude à l'examen et les ont accompagnés devant leurs lycées pour les soutenir psychologiquement.

A. O./Agences





Yémen

# Les forces progouvernementales entrent dans l'aéroport de Hodeïda

■ Les forces progouvernementales au Yémen ont réussi, hier, à entrer dans le seul aéroport de la ville portuaire de Hodeïda (ouest), à l'issue de combats avec les éléments du mouvement Ansarullah (Houthis), a annoncé une source militaire locale.

Par Rosa C.

« Les forces gouvernementales, soutenues par les forces de la coalition militaire menée par l'Arabie saoudite, ont attaqué l'aéroport depuis différentes directions après plusieurs heures de bombardements et assiègent actuellement la zone », a indiqué la même source.

« Des combats sporadiques se poursuivent encore avec des éléments houthis retranchés dans les bâtiments de l'aéroport qui sont tous assiégés par les forces gouvernementales », a-t-on ajouté de même source.

Les forces yéménites, appuyées par la coalition militai-

re, menaient une offensive contre les derniers houthis dans la zone de l'aéroport, alors que des unités de déminage œuvraient à démanteler un réseau de mines terrestres, selon la source militaire.

Depuis le début de l'offensive mercredi, 118 houthis ont péri dans les affrontements, ont indiqué des secouristes sans préciser le bilan précis dans chaque camp.

Dans la guerre au Yémen qui a fait près de 10 000 morts en plus de trois ans, la bataille de Hodeïda est la plus importante depuis une offensive de 2015 qui avait permis aux forces progouvernementales de reprendre aux houthis plusieurs régions du sud dont Aden. R. C.



## Points chauds

Enquêtes

Par Fouzia Mahmoudi

Durant la dernière campagne présidentielle américaine, si l'enquête décidée par le directeur du FBI, James Comey, dirigée contre Hillary Clinton avait agacé ses partisans et inquiété son équipe de campagne, jamais la possibilité d'une défaite face à Donald Trump n'avait toutefois été envisagée. D'ailleurs, le camp Clinton craignait surtout que l'enquête abandonnée une première fois puis reprise une seconde à quelques jours de l'élection avant d'être définitivement classée sans suite, pousserait surtout les électeurs de droite à demander le retrait de sa candidate au profit de Bernie Sanders, qui avait à la surprise générale réussi à mettre l'ex-sénatrice de l'État de New-York en difficulté durant les élections primaires. Après la défaite de Clinton au soir du 8 novembre 2016, de nombreuses voix se sont alors élevées pour pointer du doigt le rôle déterminant de Comey dans la défaite de la candidate, pourtant assurée de remporter le scrutin par tous les sondages. L'ancien chef du FBI s'était en effet affranchi des règles en supervisant personnellement l'enquête sur Hillary Clinton avant la présidentielle de 2016. Cependant, sa décision finale de ne pas poursuivre la candidate démocrate aurait été prise de manière totalement impartiale, conclut un rapport officiel publié cette semaine. « Nous n'avons trouvé aucune preuve montrant que les décisions des procureurs ont été influencées par des partis pris ou d'autres considérations », a écrit dans ce rapport l'inspecteur général Michael Horowitz, qui relève par ailleurs que James Comey s'est montré « insubordonné ». Ce rapport, très attendu car présenté comme susceptible d'être une bombe politique, risque donc de ne pas avoir l'effet escompté par Donald Trump, qui ne cesse d'affirmer que les démocrates se sont alliés avec des éléments du FBI pour aider Clinton à remporter la Maison-Blanche. James Comey, que Donald Trump a limogé en mai 2017 et qui s'est montré depuis très critique du président, est épinglé dans ce rapport pour avoir pris des libertés avec les procédures en vigueur à la tête de la police fédérale américaine. Dans une conférence de presse surprise en juillet 2016, Comey avait recommandé de ne pas poursuivre Hillary Clinton sur ses emails envoyés avec un serveur privé, tout en notant que l'ex-secrétaire d'État avait fait preuve d'une « extrême négligence ». Puis fin octobre, à dix jours du scrutin présidentiel, le patron du FBI avait inopinément relancé l'affaire des emails en rouvrant l'enquête sur Clinton, créant la stupéfaction et la colère de l'équipe de la candidate, qui pensait avoir réussi à surmonter cet épisode embarrassant pour sa campagne. Un épisode qui s'il a été un temps utilisé pour justifier sa défaite humiliante face à Donald Trump, a rapidement été mis de côté par ses partisans pour s'orienter vers la théorie d'une ingérence russe dans la campagne présidentielle dans le but de favoriser le candidat républicain. Une ingérence supposée qui fait elle-même l'objet d'une enquête depuis le début de cette année et qui, pour le moment, peine à trouver des éléments décisifs pour confondre l'actuel président américain, qui continue de son côté à se défendre de toute collusion avec Moscou. F. M.

Nicaragua

## Accord surprise entre le gouvernement et l'opposition

Contre toute attente, le gouvernement nicaraguayen et l'opposition ont trouvé un accord vendredi soir, le premier autorisant des observateurs des droits de l'Homme à venir enquêter sur les violences qui ont fait plus de 170 morts en deux mois, selon un dernier bilan.

Dans un apparent revirement après l'impasse des négociations de la matinée, les représentants de l'opposition ont eux accepté une demande clef du pouvoir du président Daniel Ortega : un plan visant à lever les blocages qui entravent les routes pour empêcher les forces anti-émeutes de passer, selon la conférence épiscopale qui joue le rôle de médiateur dans le conflit. Les parties devaient se retrouver hier matin pour discuter « le processus de démocratisation du pays ».

Son président, le cardinal Leopoldo Brenes, a ajouté que l'Eglise avait demandé à Daniel Ortega d'avancer les prochaines élections générales à 2019, deux ans avant l'échéance prévue.

Le président n'a pas accédé à la demande, se contentant de répondre : « Nous réitérons notre volonté totale d'écouter toutes les propositions entrant dans un cadre institutionnel et constitutionnel ».

L'opposition exige le départ du président Ortega, 72 ans, « héros » de la révolution sandiniste qui a dirigé le pays de 1979 à 1990 après avoir évincé le dictateur Anastasio Somoza. Daniel Ortega est revenu au pouvoir depuis 2007.

La tension reste forte entre les

deux camps : au moment même où l'Eglise organisait la réunion de concertation vendredi matin, des milices paramilitaires progouvernementales menaient l'assaut dans au moins quatre quartiers de Managua et de nouveaux affrontements étaient signalés dans les villes de Juigalpa (est) et Nindirí (sud).

Vendredi, des milliers de Nicaraguayens ont repris le travail, au lendemain d'une grève générale qui a paralysé le pays, l'un des plus pauvres du continent américain, dans une tentative de l'opposition pour faire plier le président Ortega.

Le mouvement social a encore alourdi le bilan de cette crise, quatre personnes au moins – dont un adolescent de 15 ans – ayant été tuées par balle dans des assauts donnés par les forces anti-émeutes et des milices paramilitaires contre les barricades érigées par les manifestants, selon le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (Cenidh).

Ce dernier a relevé son bilan à plus de 170 morts en deux mois. Plus de 1 300 blessés ont été recensés.

« Nous espérons que du positif sorte du dialogue, pour en finir avec ce massacre et que (Ortega) s'en aille, c'est le sentiment de la majorité des gens », a confié à l'AFP Mario Pérez, réparateur de radiateurs de la capitale.

« Nous avons besoin d'un changement de gouvernement car nous en avons marre », a également témoigné Isidro Obando, 66 ans.

Inquiète pour l'avenir de ses sept enfants et 45 petits-enfants, Argentina Lopez, 74 ans, est du même avis : « Ce que nous vivons, c'est pire que la dictature des Somoza » (1934-1979), soupire-t-elle tout en nettoyant le trottoir face à sa maison.

Héros de la révolution sandiniste de 1979, qui avait renversé la dictature, Daniel Ortega est soumis à une pression croissante, la mobilisation contre lui s'amplifiant.

Il a été lâché par les milieux d'affaires, son principal soutien, et ces dernières semaines le Parlement européen, Amnesty international, l'ONU ou encore la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) ont dénoncé le zèle des forces de l'ordre.

Déclenchée le 18 avril par une réforme des retraites – depuis abandonnée –, la vague de colère populaire, contre le manque de libertés et la confiscation du pouvoir par Daniel Ortega et son épouse Rosario Murillo, vice-présidente, a été envenimée par la répression des forces de l'ordre.

Et « chaque balle qui tue un jeune dans la rue frappe aussi la discussion et met fin au dialogue », prévient Juan Sebastian Chamorro, de la Fondation nicaraguayenne pour le développement social et économique (Funides).

Si la crise se prolonge, l'ardoise pour le pays pourrait dépasser les 900 millions de dollars, selon la Fondation, qui calcule que le Nicaragua pourrait perdre jusqu'à 150 000 emplois d'ici à la fin de l'année.



## Festival du film arabe d'Oran

# Une trentaine de films en compétition

■ La nouvelle édition du Festival du film arabe d'Oran est prévue du 25 au 31 juillet prochain, selon une source sûre. Cette manifestation filmique, très attendue par la population de la ville, verra la projection de trente films en compétition officielle dans les différentes catégories (court et long métrages ainsi que documentaire).

Par Abia Selles

**L**a compétition officielle du Festival du film arabe d'Oran verra la projection de trente films dans les différentes catégories. Ces films ont été sélectionnés parmi les 360 reçus par les organisateurs du festival. Cette onzième édition, qui s'annonce sous le thème «Vivre-ensemble en paix», sera une occasion pour lancer des messages de paix, de fraternité et de tolérance, expliquent les organisateurs.

**Le spectacle est de retour en juillet**  
**ATTRAPEZ** des bulles de toutes tailles, de toutes formes et par milliers. Un spectacle enchanteur et rafraîchissant, c'est ce que propose le «Underwater Bubbles Show» en juillet à Oran et Constantine. La troupe «UWB», venue tout droit de Lettonie, revient en Algérie, cette fois avec des spectacles à Constantine et Oran, du 19 au 30 juillet 2018. Ce spectacle avait remporté un franc succès l'an passé à Alger où petits et grands ont été enchantés à l'Opéra. Toujours aussi émerveillant, la troupe promet encore plus de bulles, des acrobates et des sirènes au plus grand bonheur des enfants. C'est donc un monde féérique qui attend le public cette année à Oran et à Constantine durant 8 shows «Underwater bubbles» jusqu'à la fin juillet. L'événement est organisé par l'Office national de la culture et de l'information qui n'a pas encore dévoilé les détails autour des lieux et des tarifs, mais cela ne saurait tarder. Chaque spectacle commencera à 19h00 et s'étendra jusqu'à 22h00. Suivez-nous pour avoir régulièrement des mises à jour afin de réserver vos places. **F. H.**

thème «Vivre-ensemble en paix», sera une occasion pour lancer des messages de paix, de fraternité et de tolérance, expliquent les organisateurs.

Prévue du 25 au 31 juillet prochain, cette édition verra la participation de plusieurs longs métrages de fiction, à l'image de «Jusqu'à la fin des temps» de Yasmine Chouikh, «Point zéro» de Nassim Boumaïza et «Nous n'étions pas des héros» de Nasreddine Guenifi. La compétition pour le Wihr d'or ne sera pas facile pour les participants cette année, car de grands produits filmiques arabes seront en lice, dont «La cité des hiboux» de Izzalrab du Maroc avec Al Alaoui qui revient sur le calvaire des prisonniers politiques durant les années de plomb sous Hassen II ; la Tunisie avec «Tunis by night» de Lyès Bakkar ; la Syrie avec «Un homme en trois jours» de Djoud Saïd et l'Égypte avec «Photocopie» de Tamer Ashry. À propos des films documentaires qui seront projetés en compétition, il y a l'irakien Kassim Abd qui présentera son film «Miroirs de diaspora» tandis que son compatriote Kassim Haoual, doyen des documentaristes irakiens, présidera le jury de cette section. Pour le pro-



gramme des courts métrages, le jeune réalisateur algérien Skander Rami Aloui sera en lice avec son nouveau film «La douceur de vivre» (Ma ahla an naïche) qui raconte le quotidien étrange d'une famille vivant en autarcie, ne sortant jamais, se nourrissant de yaourt et de thon, et passant son temps à regarder

la télévision nationale. En ce qui concerne les membres du jury, l'information officielle n'a pas été encore donnée. Cependant, seul le nom du cinéaste algérien Merzak Allouache est attendu pour la présidence du jury.

Il est à noter que la commission de sélection de cette onzième édition du Festival d'Oran est

composée d'une douzaine de membres, dont le réalisateur Mohamed Hazouli, les journalistes Nabil Hadji et Fayçal Metaoui, le critique de cinéma Mohamed Bensalah et Mourad Chouih, directeur du Centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel.

A. S.

## Festival international de Bizerte Souad Massi à l'affiche

**L**a chanteuse algérienne, interprète de word music, Souad Massi, se produira en concert au 36<sup>e</sup> Festival international de Bizerte (nord de la Tunisie,) prévu du 12 juillet au 17 août prochain, ont annoncé les organisateurs. L'artiste animera la scène de cette manifestation internationale aux côtés des

chanteurs de raï Fayçal Seghir et Cheb Wahid et des artistes de renom comme le rappeur français d'origine algérienne «Algerino», la chanteuse tunisienne Amina Fakhed ou encore l'artiste libanaise Elissa.

Considérée comme une des voix algériennes les plus célèbres en Europe, Souad

Massi a débuté sa carrière dans les années 1990, avant de s'installer en France où elle est s'est affirmée en tant que chanteuse et guitariste.

Son premier album «Raoui» (Conteur), sorti en 2001, a connu un grand succès. Ses textes qu'elle puise dans l'héritage musical et poétique algérien,

occidental et oriental, sont portés par des sonorités alliant différents genres musicaux dont le chaâbi, la pop et la folk music.

L'artiste s'est également fait connaître à travers le cinéma en jouant dans le film palestinien «Eyes of a thief» (2014) où elle tient le rôle principal aux côtés de l'acteur égyptien Khaled Abu Naga. L'édition 2018 du Festival de Bizerte sera marquée, par ailleurs, par la participation des artistes et troupes musicales de renommée internationale, à l'image du flutiste équatorien Leo Rojas et le célèbre groupe de métal symphonique néerlandais «Epica». Outre la musique, le programme prévoit également des spectacles de théâtre comme «Mdak» et «Madame Kenza» ainsi que «Mouch normal», un one man show signé Amir Tlili.

M. K.

## Star Wars

### La nouvelle trilogie de George Lucas présente les origines de la Force

**G**eorge Lucas est revenu dans la série documentaire «Story of Science Fiction» sur l'histoire qu'il aurait voulu développer dans les épisodes 7, 8 et 9 de «Star Wars» s'il n'avait pas cédé les droits de la franchise à Disney.

A quoi aurait ressemblé la troisième trilogie de Star Wars si

elle avait conçue par George Lucas ? Longtemps attendue par les fans, cette dernière a finalement été amorcée en 2015 avec «Le Réveil de la Force», premier film réalisé depuis le rachat de Lucasfilm par les studios Disney le 30 octobre 2012.

Depuis, de nombreux projets ont été mis en chantier, avec la sortie d'une suite officielle de la trilogie originale, de deux spin-offs (Rogue One et Solo), l'annonce d'une nouvelle trilogie signée Rian Johnson et d'une série de films conçus par David Benioff et D.B. Weiss (les créateurs de Game of Thrones) ou encore d'une série en prises de vues réelles supervisée par Jon Favreau. Quant à l'Episode IX, attendu pour le 18 décembre 2019, il sera prochainement mis en scène par J.J. Abrams.

Dans l'actuelle trilogie, les héros du passé ont laissé place

à de nouveaux personnages chargés de poursuivre les aventures de la Force : Rey a été formé par Luke Skywalker à l'art Jedi, tandis que Kylo Ren (alias Ben Solo, le fils de la princesse Leia et du contrebandier Han Solo) a rejoint le côté obscur pour continuer le chemin tracé par son grand-père Dark Vador.

Guère impliqué dans le développement de ces films, George Lucas n'a jamais caché que l'histoire qu'il avait en tête était complètement différente, mais n'avait jusqu'ici jamais abordé en détails sa propre vision de cette trilogie conclusive. Et c'est finalement dans la série documentaire «Story of Science Fiction» de James Cameron que le cinéaste a levé le voile sur son intrigue, révélant à cette occasion que sa trilogie se serait intéressée aux origines de la Force.

R. I.

Décès

### Le musicien et chef d'orchestre chaâbi Omar Tafiani n'est plus

**LE MUSICIEN** pianiste et chef d'orchestre chaâbi Omar Tafiani est décédé dans la nuit de jeudi à vendredi, à l'âge de 57 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de ses proches. Professeur de musique à l'Education nationale, le défunt avait longtemps accompagné de grands noms de la chanson chaâbi, à l'instar du regretté Cheikh El Hachemi Guerrouabi, Abdelkader Chaou, Abderrahmane El Kobbli et Abdelmajid Meskoud, avant de se voir confier la direction de l'Orchestre du Festival national de la chanson chaâbi.

Omar Tafiani avait également dirigé l'Orchestre de l'émission radiophonique «Noubet El Djil», dédiée à la découverte des jeunes talents de la chanson chaâbi et diffusée sur les ondes de la radio algérienne «El Bahdja».

L'enterrement du défunt a eu lieu vendredi, à Alger, au cimetière d'El Kettar. **R. C.**

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Théâtre de Verdure Laâdi-Flici (Bd Frantz-Fanon, Alger)**  
**Mercredi 27 juin à 20h30 :**  
 Keral Production présente un concert rap avec Riles.  
**Jeudi 28 juin à 20h30 :**  
 Concert de Tiken Jah Fakoly.  
 La vente des billets (prix 2 500 DA) est ouverte depuis le 2 juin à la librairie «L'Arbre à dire» de Sidi Yahia. Tous les jours de 11h à 19h (sauf le vendredi).





USM Alger

## Serrar : «On a tout conclu avec Froger»



reprise des entraînements».

Abdelhakim Serrar a ajouté : «En ce qui concerne le staff de Froger, il sera composé de son adjoint Karim Khouda, du préparateur physique Adel Laâbeni et de l'entraîneur des gardiens de but Lyès Benhaha. Maintenant que le futur staff technique est connu, l'équipe pourra entamer sa préparation d'intersaison».

**LE DIRECTEUR** général de l'USM Alger, Abdelhakim Serrar, a rendu public le nom du prochain coach des Rouge et Noir dans un entretien à compétition.

Le dirigeant de 57 ans a déclaré : «Froger est le nouvel entraîneur de l'USMA. On a tout conclu avec lui et il entamera ses fonctions la semaine prochaine, à l'occasion de la séance de la

MO Béjaïa

## Bellahcene s'engage pour trois ans

**LE DÉSORMAIS** ex-milieu de terrain de l'USM Alger, Reda Bellahcene, vient de s'engager pour une durée de 3 ans avec le MO Béjaïa.

Les dirigeants du MOB qui retrouvent cette saison la Ligue 1, viennent de faire signer la 8<sup>e</sup>

recrue du club ce mercato d'été. Le joueur de 25 ans n'a disputé que 10 matchs cette saison, le milieu de terrain défensif n'a pas réussi à s'imposer dans l'effectif usmiste, Bellahcene voudra retrouver du temps de jeu avec le promu en Ligue 1.

JAJ 2018/Volley-ball

## Les adversaires de l'EN connus

**LES SÉLECTIONS** algériennes de volley-ball (garçons et filles) engagées aux 3<sup>es</sup> Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018), prévus du 18 au 28 juillet à Alger, sont désormais fixés sur leurs adversaires au premier tour de la compétition.

Les garçons ont été versés dans la poule A en compagnie de l'Egypte, le Botswana et le Cameroun, alors que la poule B est composée de la Tunisie, le Nigeria, la Gambie et

Madagascar. La sélection féminine fera partie de la Poule A aux côtés du Nigeria, du Kenya et de la République démocratique du Congo. La poule B se compose du Botswana, du Cameroun, de l'Egypte et de la Tunisie.

Les tournois de volley-ball (filles et garçons) des Jeux africains de la jeunesse seront qualificatifs pour les Jeux olympiques de la jeunesse prévus en octobre prochain à Buenos Aires (Argentine).

Standard de Liège

## Boutrif rejoint la Sampdoria

**UNE SAISON** seulement après avoir rejoint les U21 du Standard de Liège, l'attaquant algérien Idriss Boutrif s'engage avec Sampdoria.

Âgé de 18 ans, l'attaquant algérien, présent au dernier stage des U20, a décidé donc de choisir Sampdoria où il évolue

probablement avec l'équipe réserve.

Passé par Metz, Saint-Etienne et Standard de Liège, Boutrif continue donc d'enchaîner les transferts et découvrir de nouveaux championnats pour espérer obtenir un contrat professionnel avec un bon club.

Suisse

## Abdellaoui débute avec Sion

**EN FIN** de contrat avec l'USM Alger, le défenseur international algérien Ayoub Abdellaoui a rejoint son nouveau club le FC Sion.

Âgé de 24 ans, Abdellaoui s'est entraîné hier pour la première fois avec Sion et va entamer la préparation estivale avec son équipe qui va essayer de faire une bonne sai-

son et pourquoi pas chercher à se qualifier à une compétition européenne.

Abdellaoui qui n'a jamais joué en dehors de l'Algérie va connaître donc sa première expérience à l'étranger, lui qui espère faire une très bonne saison pour attirer l'attention des grosses équipes en Suisse ou ailleurs.

Essad el qatari

## Bounedjah vers Lille

**BAGHDAD BOUNEDJAH** pourrait quitter le championnat du Qatar et partir vers la Ligue 1 la saison prochaine.

Selon RMC, l'attaquant d'Al Sadd a reçu une offre de Lille, les dirigeants du Losc sont très intéressés par le profil de l'international Algérien qui a fait une très bonne saison.

Auteur de 25 réalisations avec son équipe, toutes compétitions confondues, les Lillois devront aligner 5 millions d'euros pour s'offrir l'international algérien.

Rappelons que l'ancien attaquant de l'USMH est lié avec Al Sadd jusqu'en 2021 après avoir prolongé son bail en 2017.

Equipe nationale

## Halilhodzic contacté par Haddad

■ L'ancien sélectionneur des Verts, le Bosnien Vahid Halilhodzic, aurait officiellement été approché par un dirigeant de la FAF, à savoir Rebouh Haddad.

Par Mahfoud M.

**E**n effet, ce dernier aurait pris langue avec l'artisan de la qualification au deuxième tour du Mondial 2014 au Brésil, et lui a proposé de revenir chez les Verts. Sachant que ce dernier jouit d'une grande estime chez les fans de l'EN, il est normal que les dirigeants de la FAF tentent une première approche avec lui pour tenter de le faire revenir et redorer le blason de la sélection nationale qui a perdu tout aura chez les inconditionnels avec l'actuel coach, Rabah Madjer. Certains pensent que le Bosnien est le plus apte à diriger l'équipe nationale, vu que sa méthode a été payante avec les résultats enregistrés surtout au Mondial. Toutefois, le président de la FAF, Kheireddine Zerchi, lui, insiste beaucoup plus sur le Français Christian Gourcuff, et pense qu'il est le plus apte pour ce poste, surtout qu'à son époque, les Verts pratiquaient un football chatoyant et l'emportaient surtout avec des scores fleuves. Gourcuff jouit aussi du respect des joueurs qui apprécient sa manière de travailler d'où la symbiose qui existait avec lui. Il faut savoir que son départ est dû au différend qui l'opposait à l'ancien président de la FAF, Mohamed Raouraoua, qui tentait de s'immiscer dans le volet technique.



Le Bosnien intéresse la FAF au plus haut point

Le technicien français est donc bien positionné pour un retour en EN, mais le seul couac est le fait qu'il soit lié par contrat avec une formation qatarie et qu'il devra donc procéder à des négociations serrées pour résilier son contrat s'il souhaite revenir chez les Verts. Tout dépendra de la suite des contacts qu'il aura avec les responsables de la FAF qui se doivent d'être clairs

avec lui. En tout cas, le président de la FAF, Zetchi, est lui très pressé d'arriver à un accord avec un entraîneur pour régler cette question de la succession de Madjer, surtout que ce dernier a failli dans sa mission et tout porte à croire qu'il ne sera pas gardé à la tête du staff technique de la sélection nationale.

M. M.

Lutte contre la violence dans les stades

## Le gouvernement étudiera deux projets de décret

**L**e ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, a annoncé, lundi à El Tarf, que deux projets de décret relatifs à la lutte contre la violence dans les stades seront «prochainement» soumis au gouvernement.

Répondant à une question relative à la lutte contre la violence dans les stades, le ministre a précisé que ces décrets concer-

nent la sécurisation des infrastructures sportives et l'élaboration d'un fichier national d'interdiction d'accès aux stades aux personnes manifestant un comportement violent.

La saison sportive écoulée a été émaillée d'actes de violence à l'intérieur des stades mais aussi dans leurs abords, ayant fait dans certains cas des victimes.

M. Hattab a entamé sa visite de travail à El Tarf en inaugurant un complexe sportif de proximité (CSP) dans la commune des Lacs des oiseaux, une salle omnisports et un stade de proximité au chef-lieu de wilaya, avant de donner le coup d'envoi des travaux de réhabilitation et d'aménagement du stade de proximité de la commune de Besbes.

CAF

## Changement dans le système de qualification

**L**es éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar et celles de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 en Côte d'Ivoire ne seront pas jumelées, a annoncé mardi la Confédération africaine de football (CAF) sur son site officiel.

La décision a été prise lors de la réunion du Comité exécutif de la CAF, tenue lundi à Moscou (Russie) sous la présidence du patron de la CAF, Ahmad Ahmad. La dernière fois que les deux éliminatoires avaient été jumelées, c'était en 2010, à l'oc-

casion du Mondial sud-africain et de la CAN disputée en Angola.

L'instance africaine a également annoncé l'organisation d'une assemblée générale extraordinaire le 30 septembre prochain en Egypte afin de pourvoir au poste laissé vacant au Conseil de la Fédération internationale (Fifa) pour le groupe linguistique anglophone suite à la démission du ghanéen Kwesi Nyantakyi, tant au Conseil de la Fifa qu'au Comité exécutif de la CAF dont il était le 1<sup>er</sup> vice-prési-

dent. L'autre décision est d'indiquer à la Ligue de La Réunion de participer aux compétitions de la CAF impliquant des sélections nationales.

Une commission chargée d'étudier la question de la centralisation des droits des Associations nationales pour les éliminatoires zone Afrique de la Coupe du monde 2022 a été mise sur pied. La commission devra rendre ses conclusions lors de la prochaine réunion du Comité exécutif, prévue les 27 et 28 septembre 2018 en Egypte.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Souk-Ahras, Tébessa et El-Taref

## Des tentatives de contrebande d'une importante quantité de carburant déjouées

DES TENTATIVES de contrebande d'une importante quantité de carburant ont été déjouées jeudi à Souk-Ahras, Tébessa et El-Taref, par des détachements de l'Armée nationale populaire, indique vendredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont déjoué, le 14 juin 2018, lors d'opérations distinctes menées à Souk-Ahras, Tébessa et

El-Taref, des tentatives de contrebande d'une quantité de carburant s'élevant à 15 229 litres», précise le MDN. Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières ont saisi à Tlemcen, «122 kilogrammes de kif traité, alors qu'ils ont saisi 15 quintaux de cuivre à Oran». Vingt-neuf immigrants clandestins de différentes nationalités ont été également interceptés à Tlemcen, ajoute la même source. L. M.

## Coups et blessures avec armes blanches

### Cinq individus arrêtés à Akbou

«CINQ INDIVIDUS appartenant à une même famille, âgés entre 17 et 51 ans, impliqués dans une bagarre avec armes blanches, ont été arrêtés par la police judiciaire de la sûreté de daïra d'Akbou lors d'une ronde policière de routine dans la ville au courant de la semaine passée», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. L'affaire est liée à une opposition à un mariage ce qui a provoqué un conflit qui s'est vite transformé en échanges verbaux acerbes

puis à une empoignade. «Cette bagarre entre cousins a fait deux blessés graves au moyen de sabres, lesquels ont été transférés vers l'EPH Akoul-Ali d'Akbou où ils ont subi des interventions chirurgicales et deux autres blessés légers», précise la même source. Un dossier pénal a été ficelé à l'encontre des individus pour coups et blessures. Deux d'entre eux ont été convoqués à une comparution immédiate et écroués, le reste a été convoqué en audience. H. C.

## Ligue 2 / ASM Oran

### L'entraîneur Chérif El Ouazzani pose ses conditions pour venir

L'ENTRAÎNEUR Si Tahar Chérif El Ouazzani a posé «certaines conditions» aux dirigeants de l'ASM Oran pour prendre en mains les commandes techniques de cette équipe, a-t-on appris hier de la direction du club de Ligue 2 de football Mobilis. Outre le volet financier inhérent au salaire qu'il souhaite percevoir et qui risque de ne pas être satisfait par les dirigeants, l'ancien international algérien a exigé un renfort de choix pour pouvoir jouer la carte de l'accession, a précisé la même source. L'ASMO avait longtemps flirté avec les dernières places au classement, synonyme de relégation lors de la saison passée, avant de sauver sa peau lors des ultimes journées de la compétition. Avec un effectif limité composé essentiellement de jeunes joueurs issus de l'école du club, l'équipe ne pouvait naturellement

pas ambitionner à jouer la carte de l'accession. Mais Chérif El Ouazzani, qui vient d'offrir à l'USM Bel-Abbès (Ligue 1) son deuxième trophée en Coupe d'Algérie, a clairement signifié aux dirigeants oranais que s'il venait de s'engager avec leur club, il ferait de l'accession son objectif principal, indique-t-on encore de même source. Cela passe évidemment par le recrutement de joueurs de valeur, ce qui risquerait de ne pas être une mince affaire pour la direction de la formation de M'dina J'dida, en butte à d'énormes problèmes financiers, estiment les observateurs. Outre Chérif El Ouazzani, l'ASMO a également noté sur son calepin les noms des entraîneurs Lyamine Bougherara et Lakhdar Adjali. Ce dernier serait en route pour le nouveau promu en Ligue 1, le CA Bordj Bou Arréridj, rappelle-t-on. Slim O.

## Aquarius

### Madrid accepte une proposition de Paris d'accueillir des migrants

L'ESPAGNE a annoncé hier qu'elle acceptait une proposition de la France d'accueillir des migrants secourus par le navire Aquarius, après l'examen de leur situation en Espagne, où le navire doit accoster aujourd'hui. «Le gouvernement français collaborera avec le gouvernement espagnol dans l'accueil des migrants de l'Aquarius», a annoncé la vice-présidente du gouvernement espagnol, Carmen Calvo, dans un communiqué. L'Aquarius et les deux navires transportant les 630 migrants secourus il y a une semaine au large de la Libye naviguent actuellement dans les eaux espagnoles et sont attendus au port espagnol de Valence dimanche. Selon Madrid, «la France

acceptera les migrants qui, après leur arrivée au port de Valence et une fois appliqués tous les protocoles prévus par le processus d'accueil, exprimeront leur désir de rejoindre ce pays». La France s'était dit prête, jeudi, à accueillir des migrants de l'Aquarius «qui répondraient aux critères du droit d'asile». La vice-présidente espagnole a annoncé avoir accepté cette proposition, «après avoir eu une conversation avec l'ambassadeur de France en Espagne». Pedro Sanchez - arrivé au pouvoir le 1<sup>er</sup> juin, avait proposé le 11 juin d'accueillir ces migrants secourus par l'Aquarius, que l'Italie et Malte refusaient de recevoir dans leurs ports.

Safia G.

## Mondial 2018

### La Russie a battu l'Arabie Saoudite 5-0



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Tizi-Ouzou

### Trois morts et trois blessés dans deux accidents de la route

■ La route a encore fait de nouvelles victimes ces derniers jours dans la wilaya de Tizi Ouzou. Trois personnes ont trouvé la mort et trois autres ont été blessées, dont deux graves, dans deux accidents survenus jeudi et hier à Ain El Hammam et Tizi Ouzou.

Par Hamid M.

En effet, hier au second jour de la fête de l'Aid El Fitr, une personne est décédée suite au dérapage suivi du renversement d'un véhicule léger au village de Bouhinoun, sur les hauteurs au sud de lacommune de Tizi Ouzou, causant le décès d'un jeune de 27 ans et des blessures à une autre personne de sexe masculin de 34 ans, selon les indications fournies par la Protection civile. L'accident s'est produit vers 4h du matin. Le corps de la victime et le blessé ont été transférés au CHU de Tizi Ouzou et une enquête a été ouverte par la brigade locale de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances de ce drame. Jeudi dernier, deux personnes ont trouvé la mort et deux autres ont été grièvement blessées, suite au renversement de leur véhicule survenu à Ain El Hammam (50 km à l'est de Tizi-Ouzou), selon la Protection civile. A l'origine de ce drame, le

renversement suivi d'une chute dans un ravin d'un véhicule type 4x4 transportant quatre personnes de sexe masculin, vers 16h00 sur la route nationale RN15, à hauteur du lieu-dit Ait Sidi Ahmed, selon les précisions fournies par la même source.

Les éléments de la Protection civile de l'unité d'Ain El Hammam, appuyés par ceux de l'unité de Larbaa Nath Irathène, sont intervenus pour dégager les corps des deux victimes décédées âgées de 29 et 34 ans, et secourir les blessés gravement atteints, âgés tous deux de 37 ans, avant de les transférer vers les urgences de l'hôpital d'Ain El Hammam. Une enquête a été ouverte par les services compé-



tents pour élucider les circonstances exactes de ce drame. A noter que durant la période du 14 au 16 juin courant, les services de la Protection civile de Tizi Ouzou ont recensé pas moins de 12 accidents ayant causé trois décès et 12 blessés, selon un bilan fourni par la même source. H. M.

## Accidents de la circulation

### 8 morts et 48 blessés en 48 heures

Huit personnes ont trouvé la mort et 48 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 heures dans plusieurs régions du pays, selon un bilan établi hier par les services de la Protection civile.

Les wilayas de Tizi Ouzou et de Béjaïa déplorent les bilans les plus lourds avec le décès de 3 personnes, au moment où une autre a été blessée à Tizi Ouzou, suite au renversement d'un véhicule léger.

S'agissant de la wilaya de Béjaïa, la même source rapporte que 3 personnes ont perdu la vie et 3 autres ont été blessées, sur la RN 9, dans la commune de Souk El Thine, suite à une collision entre deux véhicules.

Par ailleurs, durant la même période, les services de la Protection civile sont intervenus pour repêcher le corps sans vie d'une personne décédée par noyade dans une retenue collinaire dans la wilaya de Blida.

Ali T.